

Communiqué de presse

A Toulouse, le 13 mars 2020



Fermeture des écoles : une mesure de bon sens, Accompagnée d'une communication trompeuse

Le SNUipp-FSU 31, syndicat majoritaire des professeurs des écoles, prend note de la fermeture des écoles et établissements scolaires annoncée par le président. On sait que les enfants peuvent être propagateurs du virus en étant porteurs sains et que les plus jeunes sont moins capables d'appliquer les « gestes barrières ».

La fermeture des écoles était donc une mesure attendue pour protéger la population, dont les élèves et les personnels des écoles.

Mais cette mesure de bon sens s'accompagne d'un leurre de communication du gouvernement car la « continuité pédagogique » est impossible :

- *Comme tout travail scolaire réalisé à la maison, cela creuse les écarts basés sur les inégalités économiques, éducatives et culturelles des familles. Le choix fait par beaucoup d'enseignant.es des écoles sera donc de donner aux élèves à s'exercer sur des notions déjà travaillées, mais même là des obstacles subsisteront pour certains élèves.*
- *A l'école maternelle, c'est encore plus compliqué. Quand les programmes mettent en avant la nécessité d'apprendre par les jeux pédagogiques, la manipulation de matériel et les activités motrices, proposer des fiches d'exercices n'est pas une solution adaptée.*
- *La communication autour de l'utilisation du numérique pose question : toutes les familles ne disposent pas d'un équipement informatique complet (PC + imprimante + connexion internet), ni d'un espace de travail propice à la concentration de l'enfant plusieurs heures par jour. D'ailleurs, beaucoup d'écoles n'ont pas de matériel informatique ou très peu, ni de connexion internet, ces annonces laissent donc songeur...*
- *Enseigner est un métier qui ne s'improvise pas, avec tout ce que cela suppose de préparation, de repérage des difficultés, d'adaptation aux besoins de chaque élève etc. L'expertise pédagogique des enseignant.es ne pourra pas être remplacée si facilement !*

Soulignons également que si tout s'arrête, le gouvernement doit aussi arrêter son projet de réforme des retraites. Dans un tel contexte, il serait totalement scandaleux qu'il passe en force alors que la population est « occupée » avec cette crise sanitaire.

Enfin, cette crise rappelle que les services publics sont un bien commun essentiel. Ils permettent à tout le monde et en particulier aux moins favorisé.es d'accéder aux soins, à l'éducation etc. Il faut les renforcer plutôt que les détruire, comme le fait ce gouvernement. C'est l'aspect hypocrite du discours de Macron, qui loue les services publics après les avoir saccagés depuis son élection... Les fortes mobilisations, notamment à l'Hôpital et dans l'Éducation Nationale, sont donc légitimées par la communication gouvernementale.